La RDC enregistre une contre-performance de 5 milliards USD dans lâ??exÃ©cution du budget 2023

Description

La RDC enregistre une contre-performance de 5 milliards USD dans lâ??exÃ©cution du budget 2023

- *Ã?conomie*
- Vendredi 22 mars 2024 â?? 12:03

Dans un communiquÃ© ce jeudi 21 mars 2023, le Centre de Recherche en Finances Publiques et DÃ©veloppement Local (CREFDL) dresse un bilan alarmant de lâ??exÃ©cution de la Loi des finances 2023 en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC). Lâ??organisation dÃ©nonce une contre-performance de 5 milliards USD des recettes et un dÃ©ficit budgÃ©taire de 1,2 milliard $, une premiÃ¨re depuis 2011.

Le CREFDL rÃ©vÃ¨le que le Gouvernement nâ??a mobilisÃ© que 9,8 milliards USD sur les 14,8 milliards USD prÃ©vus, soit un taux de rÃ©alisation de 65,9%. Selon cette structure, cette contre-performance est imputÃ©e Ã la mauvaise gestion des rÃ©gies financiÃ¨res, dont les responsables sont passibles de sanctions, conformÃ©ment Ã lâ??article 129 de la loi nÂ°11/011 DU 13 Juillet 2011 relative aux finances publiques.

Au regard des dÃ©penses effectuÃ©es (11 milliards USD), le dÃ©ficit budgÃ©taire de 1,2 milliard USD est le rÃ©sultat dâ??une mauvaise gestion financiÃ¨re. Ce dÃ©ficit a entraÃ®nÃ© une hausse vertigineuse des emprunts sur le marchÃ© intÃ©rieur, fragilisant davantage lâ??Ã©conomie congolaise.

detailed watermark

Le CREFDL dÃ©nonce dans le mÃªme communiquÃ©, lâ??explosion des dÃ©penses exceptionnelles, atteignant 2,4 milliards USD contre 601,7 millions USD prÃ©vus. Cette violation flagrante de la loi, notamment des articles 39, 40 et 41 de la loi relative aux finances publiques, est justifiÃ©e par le financement des Ã©lections, de lâ??armÃ©e et des dÃ©penses humanitaires. Selon ce centre de recherche, les Ã©lections ne peuvent Ãªtre considÃ©rÃ©es comme des dÃ©penses exceptionnelles, car prÃ©vues par la Constitution.

Pour le CREFDL, la mauvaise gestion des finances publiques a eu des consÃ©quences encore plus dÃ©sastreuses sur lâ??Ã©conomie de la RDC. Parmi elles, il Ã©voque la dÃ©prÃ©ciation du Franc Congolais et lâ??instabilitÃ© du taux de change. Lâ??absence dâ??un collectif budgÃ©taire aggrave la situation et jette un discrÃ©dit sur la gouvernance financiÃ¨re du pays, Ã en croire le CREFDL.

Cette mauvaise gestion affecte mÃªme les finances publiques de 2024, note le CREFDL. Â« Au 1er mars 2024, les recettes de lâ??Ã?tat se sont chiffrÃ©es Ã 3 893,1 milliards de CDF (1,53 milliard USD) et les dÃ©penses ont atteint 3.839,2 milliards de CDF (1,51 milliard USD) Â», lit-on dans ce communiquÃ©.

Et dâ??ajouter :

Â« Les prÃ©visions linÃ©aires renseignent que les recettes et les dÃ©penses attendues au cours de cette pÃ©riode devraient se situer Ã hauteur de 2,4 milliards USD. Il convient de noter quâ??au dÃ©part, le principe de la sincÃ©ritÃ© insiste sur le fait que les comptes du pouvoir central, de la province et de lâ??EntitÃ© Territoriale DÃ©centralisÃ©e doivent Ãªtre rÃ©guliers, sincÃ¨res et reflÃ©ter une image fidÃ¨le de la situation financiÃ¨re et patrimoniale (Art 11 de la LOFIP) Â».

Pour une meilleure gestion et mobilisation des recettes publiques, Le CREFDL propose plusieurs recommandations au gouvernement de la RDC et Ã la Cour des comptes. Le gouvernement doit par

exemple rationaliser les dÃ©penses publiques et prioriser les besoins de la population, recouvrer les recettes non rÃ©alisÃ©es de 2023, Ã©viter de gonfler les chiffres et prÃ©senter une image fidÃ¨le de la situation financiÃ¨re. La Cour des comptes doit pour sa part effectuer un audit complet des recettes rÃ©alisÃ©es en 2023.

Bruno Nsaka

Categorie

1. Economie
2. Politique
3. SOCIETE

date crÃ©Ã©e
mars 23, 2024
Auteur
admin

default watermark